

CHAPITRE VI – RECETTE COMMUNALE

Quelques pistes pour bien lire le compte 2012.

1°) Les résultats :

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
résultat budgétaire	2.233.004,27 €	2.726.644,91 €
résultat comptable	4.710.586,45 €	2.931.688,60 €
résultat courant	620.395,90 €	313.850,61 €
résultat d'exploitation	951.461,17 €	1.121.832,52 €
résultat exceptionnel	-245.590,19 €	- 1.598,40 €
résultat de l'exercice	705.870,98 €	1.120.234,12 €

❖ **résultat de l'exercice propre (R - D) : - 345.738,39 €**

Que dire à propos de ces résultats ?

Le résultat courant et le résultat à l'exercice propre se soldent, par un boni (comme l'année passée) ; mais il se réduit de moitié pour le résultat courant.

La durée nécessaire au recouvrement est de plus en plus longue et les procédures pour le contentieux fiscal se durcissent sans pour autant obtenir un résultat optimal.

De plus le résultat de l'exercice propre à l'ordinaire (R-D) est largement en négatif avec une différence par rapport à la clôture de 2011 de près de 300.000€.

Ce résultat se base sur les engagements de dépenses et si l'on ne prend en considération que les imputations, la différence se réduit de moitié.

Que conclure ? La situation est préoccupante car nous sommes et restons sous plan de gestion pour de nombreuses années encore.

Les engagements qui sont déjà très contrôlés doivent encore être surveillés de plus près et chaque service doit produire cet effort.

Cette constatation renforce encore la nécessité de mettre en place un contrôle interne rigoureux.

2°) La fiscalité :

- **impositions locales** (soit 16,46 % des droits constatés).

- budget : 1.189.022,56 €
- compte : droits constatés : 1.043.711,06 €
droits nets : 1.035.602,87 €

irrécouvrables : 8.109,19 €.

≠ budget et droits nets = 153.419,69 € (soit 12,90%)

Attention : enrôlements après le 31/12/12 : 200.092,29 €

- **additionnels** (soit 48.61% des droits constatés globaux).

- budget : 5.509.905,26 €
- compte : droits constatés : 5.395.520,23 €
droits nets : 5.304.238,40 €

irrécouvrables : 91.281,83 € (soit 1.72%)

≠ budget et droits nets : 250.666,86 € (soit -3,87 %)

Attention : par rapport à 2011 : quasi x3 !

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
- <u>compensation</u> :		
- précompte immobilier :	116.768,54 €	146.954,73 €
- travailleurs frontaliers (IPP) :	6.254,84 €	6.716,41 €

3°) Les fonds et aides régionaux :

- **fonds des communes : dotation principale** :

2009 : 2.407.443,68 € (+3,87%)
2010 : 2.452.528,73 € (+1,87%)
2011 : 2.573.990,36 € (+1,05%)
2012 : 2.813.146,98 € (+1.09%)

- **dotation spécifique** :

2009 : 0 €
2010 : idem
2011 : idem
2012 : idem

- **plan Tonus communal (CRAC) :**

- axe I : 2009 : 0 €
2010 : 0 €
2011 : 0 €
2012 : 0 €
- axe II : 2009 : 0 €
2010 : 0 €
2011 : 0 €
2012 : 0 €

4°) **Les Recettes de placements et de dividendes :**

- **produits financiers :**

2010 : 31646,45 € (-38,7%)
2011 : 33.031,88 € (+4,38%)
2012 : 41.653,04 € (+26 %)

Dans le contexte économique actuel, il est très difficile de réaliser des produits financiers stables. Cependant notre situation de trésorerie et les recettes qu'elle génère, restent bonnes.

- **dividendes :**

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
Dexia	- €	- €
ALG	291.230,58 €	217.414,19 €
ALE/Télédis	76.859,60 €	77.717,74 €

Les autres returns sont insignifiants (ECETIA, SPGE...) depuis plusieurs années. (moins de 1.000€) et cela ne risque pas de s'améliorer vu la situation économique actuelle. Les dividendes énergétiques continuent à fondre.

5°) **Les recettes de prestations :**

2011 : budget : 316.444,86 €
compte : 564.045,62 €

2012 : budget : 346.597,57 €
compte : 426.763,04 €

≠ de + 78.25%.

≠ de + 23%.

Comme l'année passée, la facturation des prestations, ou celle des coûts réels aux usagers de certains services, nous permet d'équilibrer (et plus) ce poste toujours difficile à gérer.

6°) Les dépenses engagées :

	<u>Budget</u>	<u>Comptes</u>
- dépenses de personnel (hors enseignement)	5.360.265,85 €	5.347.413,35 € réalisation : 99,01 %
- dépenses de fonctionnement	1.602.884,02 €	1.391.507,27 € réalisation : 86,05 %
- dépenses de transfert	3.827.347,22 €	3.676.171,32 € réalisation : 96,05 %
- dépenses de dettes	1.458.117,02 €	1.244.727,81 € réalisation : 85 %

Au regard des scores de réalisation des catégories de dépenses, il faut noter et mettre en valeur la gestion et le suivi des engagements et des imputations.

Cette remarque vaut particulièrement pour les dépenses de personnel et de fonctionnement.

La rigueur d'un suivi au jour le jour est certes contraignante mais les résultats sont là.

Pour la dette, espérons que la situation anormale des taux / long terme perdure.

En effet ce phénomène associé à une gestion active donne un peu d'air à notre capacité de financement.

- Les reports de crédits : (ex. ordinaire)

- de 2010 à 2011 : 259.508,30 €
- de 2011 à 2012 : 225.587,71 €
- de 2012 à 2013 : 279.777,52 €

Il convient de rester vigilant sur la rapidité avec laquelle les bons de commandes (engagements) sont effectivement utilisés afin d'obtenir au plus tôt les factures correspondantes.

Cette rapidité dépend aussi de la manière dont un dossier de marché public est monté et ses procédures d'exécution respectées (même si le processus peut paraître lourd pour certains)

Malgré une discipline bien acceptée actuellement par l'ensemble des services, une tendance aux retards de livraison (et de facturation) est à déplorer.

7°) Les mises en non-valeur

- non-valeurs :	2009 :	123.757,52 €
	2010 :	135.079,02 €
	2011 :	90.761,41 €
	2012 :	99.390,02 €
- dégrèvements à caractère social :	2009 :	14.394,07 €
	2010 :	10.716,00 €
	2011 :	6.096,00 €
	2012 :	6.070,96 €

- taxes communales (autres) :	2009 :	223,10 €
	2010 :	12.791,00 €
	2011 :	9.029,00 €
	<u>2012</u> :	8109.19 €

Les difficultés de recouvrement sont toujours bien présentes et la détérioration de la situation économique en général ne laisse bien sûr aucun espoir de constater une amélioration dans un proche avenir.

Il faut encore souligner l'allongement des périodes de recouvrements qui ne fait que croître en raison des échelonnements toujours plus nombreux.

En ce qui concerne la taxe immondices (la plus générale et le rôle le plus important en volume d'articles et de montant), on peut constater que sur les 5.895 articles du rôle 2012, il reste encore 558 non-paiements à la date du 31/12/ 2012.

Il est à craindre qu'une grande partie de ces non-paiements (du rôle) ne soient recouverts que très difficilement et avec un long retard, voire jamais. En effet, on peut parler de +/- 350 dossiers totalement "désespérés" et la situation se dégrade encore année après année.

De plus le nombre de ménages qui ont sollicité l'application de la loi sur le règlement collectif de dettes est exponentiel.

8°) La dette communale :

Solde restant dû (P.C) :

a) situation comptable au 31/12/2010 :	10.946.511,28 €
31/12/2011 :	9.759.859,00 €
31/12/2012 :	9.705.435,24 €

b) montants des emprunts contractés en	2010 :	690.253,43 €
	2011 :	978.785,00 €
	<u>2012</u> :	106.783,86 €

Charges financières :

<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
1.126.150,67 €	1.013.081,43€	1.244.727,81€

C.R.A.C. – charges annuelles :

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
intérêts :	54.375,64 €	59.531,92 €
amortissements :	<u>59.124,75 €</u>	<u>60.149,31 €</u>
Total :	113.500,39 €	119.681,23 €

→ soit 9,61 % du total des charges financières nettes.

9°) Les investissements :Exercice propre :

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
* dépenses engagées de transfert :	39.606,05 €	30.493,24 €
* dépenses engagées d'investissements :	1.127.796,63 €	3.949.209,05 €
* dépenses engagées de dettes :	<u>21.717,25 €</u>	<u>766.835,54 €</u>
Total :	1.189.119,93 €	4.746.538,43 €

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
• recettes de transfert :	22.278,22 €	13.658,20 €
• recettes d'investissements :	16.422,00 €	350,00 €
• recettes de dettes :	<u>308.560,00 €</u>	<u>445.118,29 €</u>
Total :	347.260,22 €	459.126,49 €

→ la différence est :	<u>2011</u>	<u>2012</u>
	-841.859,71 €	-4.287.411,94 €

→ Il est bien connu que l'exercice 2012 fut une année exceptionnelle comme nous en connaissons une tous les 6 ans. Cependant cette fois, l'effet est quasi supersonique et doit faire réfléchir. Les bonis ont été fortement sollicités et même si les balises du plan de gestion sont respectées, ce cas de figure doit rester un one shot.

En effet, l'effort de préfinancement vu la lenteur de la liquidation des subsides ne peut être renouvelé plusieurs fois. Et c'est sans tenir compte des effets sur notre capacité de financement globale et sur le cash-flow. L'équilibre de notre trésorerie en dépend ainsi que notre marge de manœuvre en ce qui concerne notre (maigre) réserve de trésorerie autonome.

10°) Les ratios financiers :a) Analyse de trésorerie :• **fonds de roulement net** :

	<u>2011</u>	<u>2012</u>
capitaux permanents	_____	_____
actifs immobilisés	0,85	0,85

→ si > 1, cela veut dire que des capitaux permanents sont disponibles immédiatement pour financer les besoins.

- **trésorerie au sens large :**

placements + valeurs disponibles	2011	2012
<hr/>		
dettes financières à court terme	2,18	2,81

→ en positif, notre trésorerie se porte encore bien mais c'est moins bon que l'année passée (cf. remarque sur les avances de trésorerie).

- **cash flow (flux de liquidités) :**

résultat d'exploitation + amortissements // actifs immobilisés : **0,04**

→ en positif, bon rythme de gestion, mais beaucoup trop juste surtout que nous restons stationnaires depuis 3 ans
En prévision des années qui nous attendent, il convient plus que jamais d'être très prudents.

b) Solvabilité :

- **degré d'endettement :**

exigibles court et long termes // fonds propres : 0,27.

→ la dette communale correspond à 1/4 % des avoirs propres de la commune.
Attention, en 2011 nous avions 0.26 comme résultat.

→ Restons vigilants pour éviter toute dérive.

- **Part des fonds propres dans le total du passif :**

Fonds propres
_____ : 0,78
Total du passif

2011	2012
0,26	0,27
0,79	0,78

→ en dessous de 0,20 une entreprise n'est plus solvable; pas d'inquiétude donc pour 2012.

Ce résultat est le corollaire du ratio précédent.

- **ratio de remboursement de la dette :**

exigibles court et long termes
_____ : 1,03%
total des produits d'exploitation

- le total de notre dette correspond à 103 % du total des produits d'exploitation de l'exercice 2012 : l'équilibre idéal de sécurité (100%) reste présent.
C'est rassurant mais cela n'augure aucun relâchement possible dans la rigueur de gestion.

Quelles conclusions de cette brève analyse du compte communal 2012 pouvons-nous donner?

- 1) Les efforts qui sont fournis depuis plus de 10 ans et la rigueur de tous les instants sont payants; les résultats en sont la preuve une fois de plus ; mais seront-ils suffisants à l'avenir ?
- 2) La situation est tendue, l'équilibre est là mais est encore plus fragile.
- 3) La configuration socio-économique locale n'est pas meilleure.
Il est inutile de rêver : les paramètres économiques ne vont pas s'améliorer de sitôt, pas plus à Amay qu'ailleurs. Au contraire, au vu des performances du recouvrement, on peut craindre le pire.
- 4) Si nous arrivons à maîtriser les dépenses, l'horizon autour des recettes est bien sombre ! Sans développement économique renouvelé et en croissance, nous pouvons à peine tenir la tête hors de l'eau, mais sans plus et la situation des institutions financières dont nous sommes partenaires est préoccupante. Sans compter les pertes de revenus dans les recettes de dette et les charges (sans compensation) des transferts de compétences que le Fédéral met à notre charge.
- 5) Nous partagerons encore ce climat d'austérité durant quelques années ; ce qui nous fait envisager la continuité des mesures du plan de gestion pour la même période et peut-être celles-ci devront-elles être durcies.